

Crise du recrutement : le ministère nie la crise

5-6 minutes

"Il n'y a pas d'inquiétude particulière à avoir sur le recrutement et ses suites compte tenu de l'anticipation à laquelle on s'est livré". C'est la réponse du ministère aux inquiétudes soulevées par le nombre extrêmement bas des candidats admissibles aux concours des 1er et 2d degrés. Pour autant, le ministère ne veut pas dévoiler le nombre des candidats inscrits et présents aux épreuves pour "préserver les candidats des lectures qui ne sont pas les bonnes"...

Une crise du recrutement sans précédent



"Les élèves auront bien des professeurs devant eux à la rentrée y compris en maths. Il n'y aura pas de déficit à la rentrée". Edouard Geffray, Dgesco, et Vincent Soetemont, DGRH du ministère de l'éducation nationale, s'affirment confiants devant la crise évidente des recrutements.

Le 10 mai, [les premiers résultats](#) des capes externes sont sortis. Ils montrent un déficit très important de candidats pour l'épreuve d'admission. Ainsi en maths on compte seulement 816 admissibles pour 1035 postes. L'année dernière il y avait eu 1705 admissibles. En allemand il y a 83 admissibles (contre 177 en 2021) pour 215 postes. En SVT, une discipline traditionnellement sans problème de recrutement, on compte 425 admissibles pour 260 postes. L'année dernière il y avait 552 admissibles. Aujourd'hui le nombre des admissibles en lettres doit être publié. Il pourrait réserver de mauvaises nouvelles.

Dans le premier degré, le Snuipp Fsu alarme aussi sur un recrutement particulièrement difficile. On a déjà les résultats d'académies de province. Ils sont particulièrement bas : à Dijon on compte 198 admissibles pour 172 postes, soit un taux d'admissibilité de 1.1. A Montpellier il est de 1.5. A Besançon il est à 1.4. Cela laisse augurer un déficit de reçus à ces concours traditionnellement sans problème. Les résultats franciliens ne seront connus que le 13 mai. On peut craindre qu'ils soient très mauvais.

Le ministère cache les chiffres

Le ministère explique ces résultats exceptionnellement mauvais par la modification du concours. Le concours a lieu cette année en M2 alors qu'il avait eu lieu en M1 l'année dernière. Par conséquent il y a moins de candidats. L'argument est recevable pour les candidats du master MEEF. Mais il ne joue pas pour les candidats, très nombreux dans le 2d degré, des autres masters.

Une chute aussi importante dans le recrutement ne peut s'expliquer que par une baisse aussi grande des candidats. Là

le ministère met son joker. "On a fait le choix de ne pas publier le nombre d'inscrits et de présents", assume le Dgesco. Le ministère veut "protéger les candidats des lectures qui ne sont pas les bonnes". Alors que ces données sont connues avant les épreuves pour le nombre de candidats et juste après pour les présents, le ministère les occulte.

Quelle anticipation de la crise ?

Le ministère réfute aussi de ne pas avoir anticipé cette crise du recrutement. "On a anticipé le calibrage des besoins", affirme le Dgesco. "On lisse sur plusieurs années. Quand on calibre les recrutements aux concours on se donne de la marge. On lisse sur plusieurs années. En maths par exemple on a reconstitué des marges de manoeuvre".

En fait de lissage, le ministère a supprimé près de 8000 postes dans le second degré depuis l'arrivée de JM BLanquer. Les "marges" sont maintenant bien entamées et cela se voit dans les établissements. Dans le premier degré, le ministère estime que les taux d'admissibilité sont "corrects". Ainsi à Dijon, avec un taux à 1.1 (198 admissibles pour 172 postes) c'est "un peu tendu" mais "on n'est pas inquiet"...

En fait , le ministère assume pleinement de recruter des contractuels. "On a fait appel à des contractuels en lien avec le covid. Ils forment un vivier que l'on forme".

Après moi le déluge

Finalement, pour le ministère, "les élèves auront bien un professeur devant eux à la rentrée y compris en maths".

Reconnaissons le : les cadres du ministère assument jusqu'au bout la gestion de JM Blanquer même quand elle ressemble à "après moi le déluge".

Les syndicats sont beaucoup plus inquiets. "Les premiers chiffres font craindre le pire : des académies qui chaque année pourvoient tous les postes offerts pourraient effectivement ne pas faire le plein", [a annoncé le Snuipp Fsu](#) dès le 10 mai. "La chute importante du nombre de présent.es fait baisser fortement le taux d'admissibilité. Ainsi, à Montpellier, le nombre d'admissibles par poste offert au concours externe n'est que de 1,53. A Grenoble, il est de 1,22 et pour l'académie de Dijon, ce chiffre tombe à 1,15".

Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du Se Unsa, "la rentrée "techniquement réussie (de 2022) s'annonce très difficile. On court un risque important de manque de personnes". Pour le Snalc, "l'heure est grave". "Après avoir retenu les informations, après avoir tout fait pour rendre le métier d'enseignant de moins en moins attractif et après avoir réformé le contenu et la place du concours, le ministère continuera-t-il son travail de destruction de l'École ?", écrit le Snalc. Sur ce point aussi le bilan Blanquer ressemble à une liquidation.

François Jarraud

[Concours : scénario catastrophe](#)